

→ 94^e CONGRÈS DES MAIRES

Des maires déterminés à faire face à la crise



*Je souhaite
l'instauration d'un
véritable pacte de
confiance entre l'État
et les collectivités*

Avec plus de 12 500 inscrits, notre 94^e Congrès a permis, une fois de plus, de porter haut et fort la voix des maires et des présidents de communautés !

Je remercie très chaleureusement toutes celles et tous ceux qui m'ont accordé une très large confiance pour un nouveau mandat à la tête de notre association. Je serai un gardien vigilant et objectif de l'unité et du pluralisme de notre association, au service de tous les maires de France.

Cette année, dans un contexte de crise profonde, nos échanges ont été marqués par une certaine gravité et de fortes inquiétudes.

Parfaitement conscients des difficultés liées à la situation financière, les élus considèrent que le redressement des finances publiques ne peut passer que par une action commune et solidaire pour contribuer à l'effort national, et non par des injonctions de l'État aux collectivités de dépenser moins.

Face à la grave crise de l'accès aux liquidités bancaires qui met en péril leur capacité d'investissement, je me félicite de l'annonce faite par le Premier ministre de porter de 3 à 5 milliards le

dispositif de secours mis en place par la CDC pour les communes et communautés en difficulté en cette fin d'année et d'engager la création, en 2012, de l'Agence de financement des collectivités locales qui permettra aux collectivités de disposer de leur propre outil de financement, en complément de l'offre bancaire.

Concernant l'élaboration des SDCI, l'indispensable concertation implique le temps nécessaire à la réflexion et à la décision. Comme je l'ai dit au Premier ministre, la date du 31 décembre 2011 ne doit pas être une date couperet. Je souhaite, à cet égard, que la proposition de loi que j'ai déposée à l'Assemblée nationale soit adoptée sans délai. Celle-ci permettra de donner un temps supplémentaire de concertation aux élus, tout en conservant le pouvoir d'amendement des CDCI.

Les élus ont réaffirmé leur souhait que l'AMF soit entendue comme un véritable partenaire, dans son dialogue avec l'État. Ils demandent à participer plus activement aux définitions des politiques ayant un impact sur les collectivités. À cette fin, je souhaite l'instauration d'un véritable pacte de confiance entre l'État et les collectivités. En partenaires responsables, nous pourrions arrêter ensemble des mesures à prendre dans l'intérêt général de nos concitoyens.

Dans les mois et les années qui viennent, de grands chantiers nous attendent dans un contexte économique et financier très difficile. Vous pouvez compter sur l'AMF et ses services, que je remercie de leur action et auxquels je renouvelle ma pleine confiance, pour porter vos attentes, vos ambitions et vos exigences.